

Editorial

Jamais de par le monde il n'avait été autant question de milliards. Que ce soit en euros, en dollars ou en yens, en livres, en couronnes ou toute autre monnaie, presque chaque devise semble avoir désormais le milliard avec ses neuf zéros comme unité de compte. Des sommes astronomiques sont citées que le citoyen moyen ne peut plus identifier et qui dépassent de loin les dimensions budgétaires nationales.

La Chine et l'Arabie Saoudite sont courtisées pour leurs tirelires (lourdes de plusieurs milliards bien sûr). Il est clair que le couple franco-allemand se sent un peu perdu dans cette mondialisation, où tous se rassemblent pour chercher des solutions globales évaluées en milliards. Il est clair que le tandem franco-allemand sur les chemins plus ou moins détournés d'une crise économique mondiale n'avance pas simplement avec un double coup de pédales. Et il est clair que la locomotive franco-allemande ne peut pas tirer à elle seule les nombreux wagons du monde de la finance.

Le constat peut donc être lu tous les jours dans la presse : au cœur de la crise internationale la France et l'Allemagne connaissent entre elles un nouveau malaise. Paris et Berlin cherchent certes à changer de cap : ici une photo du président Sarkozy et de la chancelière Merkel bras dessus bras dessous, là un petit bisou pour les caméras ou un mot gentil de Nicolas à Angela, susurré dans les micros. Néanmoins, il y a de la crise dans l'air entre les deux gouvernements. D'une part, d'aucuns se réjouissent, en Allemagne également, qu'un « hyper-président » en sa qualité de président du Conseil européen agisse sur tous les fronts, d'autre part la crainte se fait jour de voir Paris profiter, trop profiter, de l'intérim présidentiel à la Maison-Blanche pour défendre plutôt les intérêts de la France avant ceux de l'Europe. Une méfiance apparaît, au moment même où tous les hommes politiques et

les représentants de l'économie veulent susciter et accroître la confiance.

Il y a cependant des raisons d'espérer : l'élection du nouveau président des États-Unis a été saluée avec une telle euphorie en France et en Allemagne (et pas seulement dans ces deux pays), que ce soudain culte Obama peut être associé à de grandes attentes – du moins jusqu'à ce que les premières déceptions à Washington atteignent le Vieux Continent.

Plus discrètement, deux dates anniversaires ont été célébrées qui devraient être comprises comme les dates de naissance d'une démocratie stable : il y a soixante ans était élaborée à Bonn la Loi fondamentale qui conduira à la fondation de la République fédérale, et il y a cinquante ans était adoptée à Paris la Constitution de la V^e République – deux textes écrits en relativement peu de temps et qui se sont imposés jusqu'à maintenant malgré les velléités permanentes de réforme. Deux exemples en nette contradiction avec la difficile naissance aujourd'hui d'un texte constitutionnel européen, qui n'est toujours pas ratifié. La stabilité n'exclut pas les crises : celle de 1968, dix ans après la première rencontre privée entre le chancelier Adenauer et le président de Gaulle à Colombey-les-deux-Églises et cinq ans après la signature historique du Traité de l'Élysée le 22 janvier 1963, montre combien se sont développés depuis les rapports et les usages entre les deux pays.

Les embrassades ne sont pas la preuve que les querelles ne seraient qu'une invention de la presse. Une critique peu aimable n'est pas non plus la preuve que les « amis héréditaires » ont mis leur amitié au placard. Malgré toutes les différences de forme et de contenu dans le combat contre la récession, les efforts, également les nombreux efforts franco-allemands, menés en faveur d'un monde financier meilleur et plus juste, montrent que la France et l'Allemagne en comparaison avec de nombreux autres États de la planète, sont tout de même en bonne santé. Ils jouissent d'une relativement bonne... constitution.

Gérard Foussier